



HAL
open science

L'invention des primaires. Conflits autour de la désignation d'un candidat dans un village arabe en Israël

Isabelle Rivoal

► **To cite this version:**

Isabelle Rivoal. L'invention des primaires. Conflits autour de la désignation d'un candidat dans un village arabe en Israël. 2016. hal-01423597

HAL Id: hal-01423597

<https://hal.science/hal-01423597>

Preprint submitted on 30 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'invention des primaires.
Conflits autour de la désignation d'un candidat dans un village arabe en Israël
Isabelle Rivoal

Face au processus de démocratisation basé sur l'organisation d'élections pluralistes qui se répand d'autant plus efficacement que l'octroi toute aide financière internationale est désormais conditionnée à sa mise en œuvre, le monde arabe fait figure d'exception. L'image que donnent les pays de cette région au monde est celle d'un univers sclérosé, où des régimes autoritaires et coercitifs à la longévité remarquable se maintiennent sans opposition et où l'organisation de consultations électorales, quand elles ne sont pas violemment suspendues comme en Algérie, se présentent comme de vastes mascarades avec 100% de vote au profit d'un candidat unique (élection de Bashar el-Asad à la tête de la Syrie en 1999 ou consultation lancée par Saddam Husayn en 2002). Lorsqu'elle n'est pas grossièrement imputée à l'influence de l'Islam ou à la résurgence atavique des formes du « despotisme oriental »¹, cette caractéristique est souvent attribuée à l'influence dominante des solidarités tribales et des liens familiaux dans les structures sociales des sociétés arabes. Celles-ci empêcheraient le passage à une relation de type citoyen / Etat, condition à l'instauration de régimes démocratiques, au profit de formes sans cesse renouvelées de patrimonialisme, c'est-à-dire d'un système dans lequel l'Etat et ses ressources sont confisqués au profit du groupe qui réussit à accaparer le pouvoir².

Devrait-on dès lors considérer qu'une fois un chef installé au pouvoir, le plus souvent par la force, le recours à la procédure élective ne trouverait de place dans la culture politique arabe qu'en tant que « rituel d'allégeance » ? Un tel point de vue est

¹ Pour une critique de ces approches culturalistes, Ghassan Salamé (dir.), *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.

² Voir notamment Hisham Sharabi, *Le néo patriarcat*, Paris, Mercure de France, 1996.

évidemment réducteur qui nous amène à souligner d'emblée une différence majeure entre le niveau des Etats où le personnel dirigeant n'est quasiment jamais choisi par la population et le niveau infra étatique où la désignation du leadership local apparaît comme un enjeu essentiel. Il est significatif, à ce titre, que la tenue d'élections municipales ait été une revendication de masse dans le Liban d'après la guerre civile³ et dans les territoires palestiniens autonomes après les accords d'Oslo⁴.

Si l'on ne peut oblitérer complètement le cadre global dans lequel se déroule bien des consultations électorales dans les pays du monde arabe, on s'interdit, à trop vouloir lier pratiques consultatives et instauration de régimes démocratiques, de réfléchir sur l'impact des choix électoraux dans une culture politique qui valorise la médiation et le consensus dans la résolution des conflits. Dans cette perspective, il est tout à fait instructif de faire porter l'analyse sur les pratiques électorales locales, qui, quand elles existent, sont fortement liées à la constitution et à la légitimation de formes de leadership familiaux. Et encore, on ne peut dans ce cas porter son attention uniquement sur les résultats de ces consultations pour en analyser les enjeux car le moment du vote n'est souvent que la phase finale de processus d'opposition et de disputes qui déroulent toutes leurs potentialités avant et en fonction de cet épisode final. La légitimité du scrutin, son organisation pratique ne sont pas remis en question car ces élections sont organisées par l'Etat. Il s'agit donc d'un cadre auquel les pratiques locales doivent s'adapter. Mais, l'organisation d'élections régulières, surtout au niveau municipal, crée toutefois une temporalité spécifique dans les jeux politiques à l'échelle d'une localité. Elles poussent à faire des choix car il faut s'aligner derrière un candidat. Pour l'observateur extérieur, elles peuvent servir de révélateurs à des conflits de leadership et de succession.

C'est un conflit de ce type qui était au cœur de la campagne électorale de 1993 pour le renouvellement du conseil municipal dans un village arabe en Israël. Mais ce qui

³ Au Liban, en effet, les dernières élections municipales remontaient à 1963. A la fin de la guerre civile, devant la continuation de la « situation exceptionnelle » de prorogation des mandats héritée de la période de guerre, associations civiles, partis politiques et médias se sont réunis au sein d'un Rassemblement pour la tenue des élections municipales en avril 1997 afin de faire pression sur le Parlement pour le renouvellement sur une base élective des conseils municipaux. Ces élections se sont tenues en 1998. Pour une analyse sur les enjeux et les transformations apportées par ces élections dans le Liban d'après-guerre, voir Agnès Favier (dir.), *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Cahiers du CERMOC, n°24, Beyrouth, 2001.

⁴ Pour une analyse des élections de janvier 1996 dans les territoires palestiniens, voir Jean-François Legrain (dir.), *Les Palestines du quotidien*, Cahiers du CERMOC, n°22, Beyrouth, 1999.

rend l'épisode extrêmement intéressant dans un questionnement sur la pratique même de l'élection dans la culture politique arabe, c'est qu'ici, pris dans un conflit de légitimité, des candidats s'affrontant pour le leadership d'une famille vont décider d'organiser une consultation électorale pour sortir de la crise. S'agit-il d'une innovation politique inaugurant d'un changement de culture dans la résolution des conflits ou d'une nouvelle « arme » au service de formes de leadership traditionnelles ?

Les cadres du jeu politique local

Perché sur le point culminant du mont Carmel, à une dizaine de kilomètres au sud de la grande ville israélienne de Haïfa, le village de 'Isfiyâ aurait été fondé au XVII^e siècle par le célèbre émir libanais Fakhr al-dîn al-Ma'anî. Composé d'une forte majorité druze⁵ (presque 80% de la population), ce village multiconfessionnel compte également une minorité chrétienne séparées en deux églises – Grecs orthodoxes et maronites – et des familles bédouines sédentarisées depuis deux générations à sa périphérie. Mais si la confession religieuse est pertinente comme ligne de clivage à l'intérieur du village, notamment parce que chaque communauté doit être représentée dans la relation à l'autorité extérieure, c'est sur la base d'une organisation sociale lignagère et de l'opposition entre deux factions rivales que s'organise le jeu politique.

'Isfiyâ compte une cinquantaine familles au patronyme différent, les plus petites ne représentant qu'un seul patrilignage de deux ou trois générations de profondeur, les plus importantes pouvant rassembler jusqu'à une dizaine de patrilignages qui sont ou non en situation d'opposition sur la scène politique. La profondeur lignagère ainsi que la position de domination politique dépend principalement, quoique non exclusivement, de l'ancienneté de la présence dans le village. Comme la plupart des localités de la région, 'Isfiyâ apparaît, à travers les récits d'origine familiaux rapportés par la mémoire orale de ses habitants, comme un agrégat de descendants d'ancêtres venus d'ailleurs, par vagues de migration successives. Ainsi, si les descendants du fondateur reconnu de 'Isfiyâ ne forment aujourd'hui qu'une famille peu nombreuse et marginale dans la politique villageoise, c'est au sein du noyau des premiers arrivants, installés dans le

⁵ Les Druzes sont une minorité religieuse issue d'un schisme de l'Islam shî'ite au 11^e siècle. Ils professent une religion secrète et croient en la réincarnation. On en compte environ un million au Proche-Orient, répartis entre le Liban, la Syrie et Israël.

quartier central le plus ancien de la bourgade, que se comptent les familles dirigeantes. Elles sont deux qui monopolisent, depuis le siècle dernier, les postes de représentation politique dans le village, les familles (*dâr*) Abû Rukn et Mansûr. Ou plus exactement, un lignage en leur sein, que l'on désigne comme « la maison du leadership » (*bayt al-za'âma*).

La scène politique s'organise autour de cette opposition. L'ensemble des communautés et des familles suivent l'un ou l'autre parti dans un jeu d'alignement factionnel guidé en partie par des logiques clientélistes. Quelques lignages parmi les anciennes familles que compte le village sont traditionnellement entièrement alignés derrière l'un des deux partis, Abû Rukn et Mansûr. C'est en quelque sorte le noyau dur des fidèles, ceux qui visitent son salon politique (*diwân*) de manière régulière et font la propagande pour le leader, quoi qu'il arrive. Au-delà, les familles sont politiquement bicéphales, ce qui permet à chacune d'être systématiquement représentée au Conseil municipal du village.

Car depuis 1951, la vie politique dans le village est rythmée par les élections municipales organisées tous les six dans l'Etat d'Israël. 'Isfiyâ, de par le soutien de ses leaders aux représentants du nouvel Etat dans le conflit de 1948-49, a été l'une des rares localités à ne pas avoir été soumise au régime de gouvernement militaire appliqué sur toute la Galilée. C'est pourquoi un système de représentation locale a été mis en place très rapidement : 15 conseillers municipaux devaient désormais être élus par l'ensemble des habitants du village. Jusqu'en 1978, ils élisaient le président du conseil, après cette date, le scrutin a été modifié pour permettre l'élection directe du président par la population. La mise en place de ce Conseil a modifié en partie les pratiques politiques par rapport à la période précédente, essentiellement dans le poids désormais accordé aux représentants de familles minoritaires qui ne sont plus désormais uniquement dépendants de leur relation avec le chef de l'une des deux factions mais peuvent négocier des accords entre elles pour obtenir un poste de conseiller. Durant la période précédente, les Britanniques ayant reconduit le système ottoman, le village était représenté par deux *mukhtâr*-s, un druze et un chrétien. Ce *mukhtâr* n'était pas élu par la population, mais il devait être reconnu par elle si les autorités voulaient qu'il joue son rôle de lien avec la population villageoise. Pendant la période ottomane, le *mukhtâr* était aussi chargé de collecter l'impôt pour le compte des collecteurs ou de fournir des

hommes pour les armées. C'était un poste délicat dans lequel les leaders politiques ne voulaient pas souvent s'exposer. Aussi préféraient-ils parfois nommer un homme sous leur contrôle qui les représentait dans la fonction sans qu'ils en assument le discrédit aussi bien auprès de la population que du pouvoir extérieur.

Lors des premières élections municipales organisée à 'Isfiyâ, c'est le chef de la famille Abû Rukn, le shaykh Labîb, proche de organisations juives depuis les années 1930 et ami du maire de Haïfa, qui avait été élu à la présidence du Conseil municipal contre son rival Najîb Mansûr, le *mukhtâr* de la période du mandat britannique aux engagements politiques plus nuancés. Durant les quarante années qui suivirent, seuls quatre hommes ont occupé le poste de président du conseil. Labîb Abû Rukn d'abord, de 1951 à 1959. Puis Najîb Mansûr qui a été élu pour une seule législature devant le candidat proposé par le shaykh Labîb qui, appelé par des fonctions plus importantes à la députation puis dans les tribunaux religieux communautaires nouvellement créés, se faisait en quelque sorte représenter par un proche sous sa dépendance. Raslân Abû Rukn a donc occupé la présidence de 1965 jusqu'en 1988, date de son retrait dans la campagne au profit du fils du shaykh Labîb, Husayn Abû Rukn. Ce dernier avait alors perdu les élections contre le fils cadet de Najîb Mansûr, Kanj, le challenger malheureux de Raslân Abû Rukn pendant vingt-trois ans. Le scrutin de 1988 avait donc opposé pour la première fois les descendants des deux principaux leaders de la période d'après-guerre et en ce sens, elles avaient constitué un tournant sur la scène politique villageoise puisque le balancier de la rivalité factionnelle semblait pencher de nouveau vers la famille Mansûr après des décennies de suprématie Abû Rukn. C'est cet enjeu qui rendait les élections municipales de 1993 aussi intéressantes et décisives : après le décès de son père, Husayn Abû Rukn parviendrait-il à renverser la tendance en faveur de son parti ?

Mais avant d'entrer dans le détail de cette campagne et d'en suivre les divers rebondissements, on peut déjà tirer quelques enseignements de cette rapide présentations des cadres du jeu politique local dans ce village arabe des hauteurs du mont Carmel. Dans un tel système, on le voit, les positions ne sont pas ouvertes. Il faut être l'héritier d'une famille de leader pour prétendre à son tour briguer les postes de direction dans le village. N'importe qui ne peut se déclarer candidat. Il en va d'ailleurs de même à l'intérieur de chaque famille dans le choix de son représentant, celui que

l'on désigne comme le « visage » de la famille, qui va la représenter, parler au nom de ses membres et surtout, apporter en bloc ses votes à tel ou tel leader. Le jour des élections, c'est en quelque sorte le terme du temps imparti pour décider les gens. Chaque leader qui tient à jour les engagements recueilli sait quasiment à la voix près combien de suffrage il va recueillir. Aussi, on ne se donne pas la peine de passer dans l'isoloir le jour du vote, on vient avec son enveloppe prête ou l'on ne prend ostensiblement qu'une seule liste sur la table. Un vote secret n'aurait pas de sens. Le vote est une monnaie d'échange comme l'était avant la promesse d'assurer un soutien en arme à un leader contre un autre en cas de conflit. Il convient de l'afficher pour en retirer les dividendes. Faire de la politique, c'est donc de ce point de vue déployer une capacité à conserver des alliés et à contracter de nouvelles alliances, à travers une relation interpersonnelle où il entre beaucoup plus que l'intérêt réciproque du clientélisme classique, comme on va le voir.

La chronique d'un échec annoncé

Même investi de la plus grande légitimité qui soit en tant que fils unique d'un leader reconnu et estimé bien au-delà du cercle de son propre village, aucun leader politique ne peut se contenter de « cueillir » les fruits d'une position héritée. Quoique que fortement hiérarchisée, la société arabe n'est pas une société statutaire. Le leader doit imposer son autorité par sa personnalité, son parcours personnel dans la société et surtout sa capacité à rassembler les gens autour de lui. Or, dans la situation qui nous intéresse, c'est bien la capacité de Husayn Abû Rukn à succéder à son père à la tête de sa famille qui était âprement discutée alors qu'il s'agissait de rallier le parti derrière un candidat qui saurait faire échec au candidat Mansûr et fermer la parenthèse de l'alternance à la présidence du conseil. La fronde contre Husayn dirigée par les leaders des familles traditionnellement alliées au parti Abû Rukn avait commencée avant les précédentes élections municipales de 1988 par ce que les gens appelaient « l'affaire du *badîl* ».

Le *badîl* ou parti du changement n'a pas été une formation particulière à 'Isfiyâ. Il est né de la volonté d'un intellectuel du village druze voisin de créer un mouvement de jeunes gens éduqués, dont il traduirait les aspirations politiques contre le jeu traditionnel des oppositions factionnelles entre familles. Ce parti devait avoir pour vocation de

rassembler dans la région tous ceux qui étaient prêts à travailler dans l'intérêt général et non celui de leur famille. A 'Isfiyâ, plusieurs intellectuels et chefs de familles appartenant au parti Mansûr aussi bien que Abû Rukn avaient commencé, dès 1987, à organiser des réunions ouvertes pour rassembler des partisans et faire la promotion de ce nouveau parti au nom duquel ils entendaient présenter une liste aux élections municipales de l'année suivante. Mais les premières difficultés ont commencé lorsqu'il a fallu désigner celui qui dirigerait la liste et qui, si elle recevait assez de voix, se verrait donc attribuer un siège de conseiller municipal. Conscients qu'il faudrait tout de même ancrer ce parti dans le jeu politique traditionnel, ses fondateurs ne pouvaient promouvoir un leader sans assise familiale assurant le volant des voix indispensables pour que leurs idées aient des chances d'être représentées au conseil. Après des mois de tractation, c'est finalement la figure d'un politique et non d'un intellectuel qui avait été désigné pour conduire la liste : Mahfûz Zaher, leader de la famille la plus importante dans celles qui sont indéfectiblement attachées au parti Abû Rukn. En entraînant les voix de sa famille avec lui, Mahfûz Zaher en privait mécaniquement Husayn Abû Rukn. De plus, peu de temps avant les élections, il avait été jusqu'à passer un accord avec l'adversaire traditionnel, Kanj Mansûr, négociant un soutien qui devait assurer l'échec de Husayn.

L'épisode des élections précédentes avaient donc porté sur la scène politique des dissensions majeures dans le parti Abû Rukn entre Husayn et Mahfûz Zaher et mis en lumière l'incapacité de Husayn à faire l'unité et établir le consensus, qualité première attendue d'un véritable leader. Car comment pourrait-il être leader et gagner des alliés celui qui ne parvient pas à établir son autorité sur son parti ? C'est bien la conséquence d'un faisceau d'échecs, de ratés, de mauvaises évaluations du contexte politique de la part de Husayn et les conflits avec ses sœurs qui se trouvaient au cœur de la rébellion contre sa succession. A l'origine de cette discorde, il y a le double ratage de la mauvaise gestion d'un problème d'héritage et surtout, le fiasco du mariage raté entre la sœur benjamine et un proche de Mahfûz Zaher.

Le conflit entre le frère et ses sœurs a éclaté dès la mort du shaykh Labîb autour de la lecture du testament du shaykh. Rédigées trente années avant sa disparition, les volontés du shaykh quant à la répartition de ses biens étaient consignées dans une monnaie obsolète et n'avaient jamais été réactualisées. Soutenues par leurs maris, les sœurs ont

décidé de faire valoir leurs droits en obligeant Husayn à leur verser des sommes plus importantes que celles originalement prévues dans le partage du père. L'affaire aurait pu rester interne à la famille si Husayn avait eu le doigté pour trouver un arrangement avec ses sœurs, mais son arrogance semble avoir été telle que les huit sœurs ont décidé de porter l'affaire devant les tribunaux druzes entachant gravement la réputation de leur frère. En effet, dans cette affaire, les partisans traditionnels du shaykh arguent que le fils aurait dû sauvegarder l'honneur de son père en trouvant une issue qui aurait fait fructifier l'argent et la position du grand leader.

Mais cet échec n'a pas été le seul motif de la discorde. Il y a également eu à la même époque l'histoire du mariage raté entre la sœur benjamine et le cousin patrilatéral de Mahfûz Zaher. D'une manière logique, la première tâche que Husayn s'était assignée après la mort de son père fut de resserrer les liens entre son lignage et ses alliés les plus influents. C'est ainsi qu'il conçut le mariage entre sa dernière sœur et Faraj Zaher. Seulement, celle-ci avait d'autres projets d'union en tête et elle s'opposa immédiatement à ce mariage, soutenue par ses sœurs qui entreprirent d'ébruiter l'affaire dans le village afin de faire reculer Husayn. Ce dernier passe pour un homme buté et il décida de passer outre l'opposition de ses sœurs, probablement pour faire montre de sa capacité à s'imposer contre elles à une époque où le conflit du testament remettait gravement en cause son leadership. Mais les problèmes dans le nouveau couple ont commencé dès les premiers jours de l'union et la situation s'est rapidement envenimée pour déboucher sur un conflit entre les familles Abû Rukn et Zaher. Un an après, le divorce était prononcé et Mahfûz prenait la tête de l'opposition à Husayn et du *badîl*.

Seulement cinq ans après cet épisode du *badîl*, le rapprochement entre Mahfûz et le président du conseil Kanj Mansûr avait fait long feu. Devenu, aux dires de ses anciens thuriféraires, le jouet de Mahfûz, le *badîl* avait disparu de la scène politique en tant que parti. Restait l'opposition farouche à Husayn et l'idée qu'il fallait faire quelque chose pour empêcher sa candidature aux prochaines municipales. C'est alors que Mahfûz Zaher eut l'idée de proposer un autre candidat, un cousin patrilatéral de Husayn, homme éduqué et donc à même de séduire les anciens du *badîl*, hors du jeu politique jusque là mais disposant par sa position sociale et sa proximité généalogique avec le lignage dominant Abû Rukn de suffisamment de légitimité pour être un candidat crédible contre Husayn.

Rivalité entre candidats, opposition entre légitimités

Ce candidat potentiel, Salmân Abû Rukn, n'a pas été facile à convaincre. Il avait conscience de son manque d'investissement dans la politique pour prétendre assurer le leadership d'une famille et d'un parti. Mais la « machine de guerre » de la propagande politique des anti-Husayn avait été lancée et elle a achevé de polariser la faction Abû Rukn autour d'une construction implacable entre un perdant, accroché à des formes traditionnelles de leadership pour lesquelles il n'est pas légitime et un gagnant, moderniste, qui saurait faire retrouver au parti Abû Rukn le prestige qu'il a perdu avec la disparition du shaykh Labîb.

Salmân le moderne est en effet présenté comme le négatif de Husayn, comme quelqu'un qui a réussi sa vie. Il a réussi dans ses études, a obtenu des diplômes universitaires. À côté de sa charge d'ingénieur agricole et de ses responsabilités à l'Office des parcs naturels régionaux, Salmân enseigne quelques heures à l'université de Haïfa. Il a également réussi dans l'armée où il a obtenu le grade de commandant. Husayn lui n'a pas réussi dans son parcours professionnel. Il a arrêté ses études après le secondaire pour ouvrir une petite boutique de vêtements et son magasin n'a jamais décollé pour attirer une clientèle autre que les femmes de la famille et de la parenté.

Dans sa maison, avec sa femme et ses enfants, Salmân aussi est présenté comme un modèle de réussite. On ne connaît pas de dispute entre eux et ils élèvent leurs enfants en bonne intelligence. L'absence de discorde avec les proches est, on le voit, une condition systématiquement mise en avant pour vanter la capacité au leadership. Mais dans l'évaluation qui est faite, le devenir des enfants est toujours pris en compte. Les enfants de Salmân réussissent. Les fils de Husayn, en revanche, n'ont pas une situation brillante dans la société, pas d'emploi qui les mettraient hors du commun.

Dans ce jeu de bipolarisation des discours autour d'une figure de perdant et une figure de gagnant, les partisans de Husayn ne pouvaient que faire valoir la bonne volonté et l'engagement de Husayn pour être à l'image d'un bon leader. Tout d'abord en reprenant le salon politique de son père, ce lieu de prestige sensé être encore tout imprégné de l'aura du grand homme dont les portraits ornent les murs. Salmân lui n'a jamais tenu de salon où les hommes peuvent se rassembler et discuter, comment

pourrait-il être leader ? Mais disposer d'un salon, c'est aussi le symbole d'une capacité à recevoir, à nourrir les gens, à dispenser son hospitalité sans compter. Et cette générosité, Husayn en est pourvu, ce que ne contestent pas ses détracteurs qui retournent toutefois l'argument en ironisant sur le décalage entre cette prodigalité et les difficultés financières liées au partage de l'héritage étalées sur la place publique.

Devant la menace d'une division irrémédiable de son parti, devant le flot des discours le campant comme un homme passéiste et dépassé, dépositaire maladroit d'une légitimité qu'il tiendrait exclusivement de son père et qu'il aurait gaspillée, Husayn a décidé de sortir son va-tout : il a proposé que l'opposition entre les deux candidats soit tranchée par le recours à des élections au sein de la famille. Il venait d'inventer les primaires à 'Isfiyâ.

L'organisation d'élection primaire au sein du parti Abû Rukn

Ce samedi 13 mars 1993 avait quelque chose d'inhabituel à 'Isfiyâ: on sentait de la tension et de la fébrilité chez les uns, de l'ironie mêlée d'attentisme chez les autres. La décision prise par Husayn Abû Rukn d'organiser des primaires dans son parti pour décider qui de lui ou de Salmân représenterait la famille avaient suscité bien des sarcasmes dans le camp adverse Mansûr. Si les premiers justifiaient la démarche en arguant de la plus grande démocratie dans le choix de leur candidat, les figures de la famille Mansûr ne manquaient pas de souligner qu'un véritable leader doit pouvoir faire entendre sa voix sans avoir besoin de demander la caution de son parti par un vote. Ils n'en attendaient pas moins les résultats avec impatience pour savoir qui de Husayn ou de Salmân serait opposé à Kanj huit mois plus tard. Le vote avait été organisé dans la maison de Abû Sâmî Hanî Abû Rukn, l'imâm de la *khalwa* (terme qui désigne le lieu de culte druze) et le responsable religieux de la famille Abû Rukn. Les hommes étaient tous passés, en petits groupes ou seuls, exprimer leur préférence jusqu'en début de soirée. Parmi les religieux, il semble que certains se soient abstenus de départager les deux cousins pour la candidature, mais ils sont loin d'avoir tous fait le choix de la neutralité.

Les résultats ont été connus dans la soirée: c'est Salmân qui avait emporté le plus de suffrages et c'est donc lui qui serait promu candidat Abû Rukn pour les élections

municipales. Difficile à admettre pour le fils du shaykh Labîb qui décida dans un premier temps de passer outre ces primaires et de se présenter envers et contre tout à la présidence. Difficile à admettre d'autant plus que de l'avis de tous, on attendait pourtant Husayn; même à une faible majorité. Depuis cinq ans, à la faveur de son activité en tant que conseiller municipal, il « travaillait » à être un bon leader, tenait en permanence un salon ouvert, participait aux mariages et aux funérailles, rendait visite aux gens du village, assistait aux assemblées, qu'il s'agisse de régler des problèmes ou d'apporter son soutien... La résolution de tenir les femmes hors du scrutin fut, de l'avis des partisans de Husayn, l'une des causes principales de son échec. Les femmes soutenaient majoritairement le fils du shaykh Labîb « parce qu'elles sont plus respectueuses des traditions ». Mais, s'appuyant sur la religion, les shaykhs avaient pris la décision d'interdire aux femmes toute participation à cette élection officielle. On faisait aussi valoir que l'imâm Hanî Abû Sâmî, chez qui le scrutin avait été par ailleurs organisé, était l'un des principaux soutiens de Salmân dans la famille. La décision avait donc aussi bien pu être motivée par des considérations politiques...

Pour pouvoir véritablement analyser la portée de cette innovation politique sur la scène locale, il faudrait avoir été en mesure de suivre pas à pas la réception à la proposition de Husayn dans la famille. Quels ont été les débats entre les camps des candidats opposés et pourquoi cette solution a-t-elle finalement été reconnue comme moyen de sortir de l'impasse ? Or il semble que ces négociations n'ont pas été publiques parce que débattues essentiellement avec les hommes de religion et organisés sous leur tutelle. Avec l'acceptation de Salmân comme candidat possible pour représenter le camp Abû Rukn, la cristallisation du conflit dans la faction était devenue telle que la recherche d'un consensus semblait impossible à atteindre à l'intérieur, même à travers l'action des hommes de religion, et sans possibilité d'arbitrage extérieur puisqu'il s'agissait d'un conflit politique. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le coup de force de Husayn, celui d'imposer malgré tout sa candidature sous l'argument de recourir à la démocratie. Il pensait qu'au-delà du petit cercle de ses opposants directs au sein de la famille, beaucoup n'oseraient pas publiquement s'opposer à la mémoire de son défunt père. Et il avait encore fait là un mauvais calcul politique...

Il est intéressant pour notre propos de voir comment ces élections ont finalement été organisées et l'ensemble des « décalages » entre cette consultation et ce que l'on peut

poser comme le modèle de référence implicite qui est l'organisation, sous l'égide de l'Etat israélien, des consultations électorales dans le village. En soulignant tout d'abord le lieu choisi pour le scrutin, le domicile de l'*imâm* : cette consultation s'inscrit bien dans un cadre familial et à l'intérieur de ce cadre, le domicile personnel du responsable religieux semblait être le seul choix possible, même si les religieux ne doivent normalement pas se mêler des disputes relevant de la politique. Qui est venu voter ? On soulignera bien sûr l'éviction des femmes du scrutin. Après coup, c'est l'argument qui a été mis en avant par Husayn comme la raison de sa défaite justifiant sa prétention à continuer malgré tout au nom de la majorité. Il y a pourtant eu des négociations au préalable entre les parties et les religieux sur les modalités de l'organisation de cette consultation et dans une optique religieuse, les femmes ne devaient être associées en tant que telles à un choix politique. Cette condition avaient été acceptée sans problème par les candidats. Cela n'empêche nullement, bien sûr, les femmes de faire entendre, et souvent bruyamment, leur opinion dans leurs propre salons. Dans cette culture de palabre, le poids de leurs arguments est souvent décisif pour faire ou défaire une réputation sur la scène sociale. Mais l'on soulignera que lorsqu'il s'agit de passer au côté formel de la politique, de la prise de décision dans les salons des grands leaders à l'organisation des rituels de médiation, elles doivent se tenir dans les coulisses. C'est sur ce modèle qu'ont été pensées ces élections ; logiquement, elles n'y avaient pas leur place.

La participation à ce vote est également instructive. Elle n'a concerné que le cercle étroit des membres de la famille Abû Rukn sans impliquer les alliés et encore moins l'ensemble du parti politique. Ce qui était en jeu dans cette affaire, c'était bien le leadership d'une famille, même si sa position à la tête d'une faction villageoise intéressait directement l'ensemble de la population villageoise. De ce point de vue, il est probablement exceptionnel qu'un conflit de légitimité intra familial se règle sur ce mode d'une élection. On a suffisamment montré à quel point les dissensions familiales sont perçues comme un facteur négatif à la constitution d'un leadership crédible. A tel point qu'on peut se demander si Husayn n'a pas commis là l'ultime bourde qui achèvera de mettre fin à ses prétentions à la tête de sa famille. Une fois encore, en prenant une décision à l'emporte-pièce pour imposer sa personne, il conduit à sanctionner la division, à la rendre d'autant plus publique et manifeste, à mettre sa famille sous feu des

commentaires ironiques du parti Mansûr. Finalement, on peut se demander si ce scrutin n'est pas révélateur de son incapacité politique : car aurait-on osé désavouer publiquement de la sorte un leader craint et respecté ? La manœuvre se révèle d'autant plus maladroite, comme un coup politique manqué, que Husayn refusera dans un premier temps de se plier au verdict de l'élection après en avoir vanté la vertu démocratique et moderne. Loin d'apporter une solution au problème, ces élections primaires aggravaient en réalité le conflit au sein de la famille. La tension avait atteint un point tel que l'on commençait à redouter que le conflit politique ne dégénère en rapport de force plus violent, car il ne s'agissait plus seulement de manœuvre politiciennes, mais bien de l'honneur bafoué du fils du shaykh Labîb.

Mais cette campagne décidément très riche a offert un autre coup de théâtre qui a permis d'éviter que le conflit ne dégénère et a même conduit à ressouder provisoirement les membres du parti Abû Rukn en éliminant de la scène Salmân, ce jeune promu dans la politique villageoise. La ruse est venue cette fois-ci du camp d'en face.

Un dénouement inattendu

La date limite pour l'enregistrement des listes avait été fixée au mardi 28 septembre. Ce jour-là au conseil municipal, Zuher Mansûr, secrétaire-adjoint du président du Conseil et un représentant de l'administration israélienne attendaient les candidats déclarés pour effectuer la procédure officielle. Tout dépôt de candidature est soumis au versement d'une caution. Un point que Salmân semble avoir ignoré ou oublié, occupé qu'il était depuis sa victoire sur Husayn à rassembler le parti Abû Rukn autour de lui. Zuher se serait gardé de le lui rappeler lorsque ce dernier est passé au conseil durant la matinée pour régler les derniers détails dans la mise au point de sa liste. C'est seulement en fin d'après-midi que Salmân a pris connaissance de tous les documents qu'il devait réunir pour que sa candidature soit officiellement enregistrée. La banque du village était fermée, dit-on, lorsqu'il voulu retirer l'argent nécessaire. Il fut alors contraint de « faire la tournée de ses partisans » pour rassembler la somme requise. Malheureusement, lorsqu'il revint enfin au conseil, toutes les portes étaient fermées et en dépit de ses réclamations, son dépôt fut refusé pour être arrivé après la clôture officielle.

Le lendemain, tout le parti Abû Rukn était en effervescence. Les partisans de Salmân vilipendaient Zuher qui était, selon eux, à l'origine de cette « méchante manœuvre » du parti Mansûr. Jamais personne avant lui n'avait été regardant pour « quelques minutes de retard ». En vérité, disaient-ils, les Mansûr avait peur de Salmân beaucoup plus que de Husayn. Il allait avoir tous les jeunes de son côté et aussi les gens éduqués et cela pouvait mettre en échec le parti Mansûr. Avant même que Zuher ne mette définitivement Salmân « hors jeu » dans la course à la présidence, Kanj avait tenté de maintenir la discorde dans la famille Abû Rukn en proposant un accord à Husayn. Il était prêt à donner le poste d'adjoint au fils du shaykh Labîb contre un soutien pour le restant de la campagne. Cette idée n'a évidemment pas rencontré l'approbation des personnalités de la famille Mansûr qui auraient été lésées dans l'affaire. C'était tout particulièrement le cas de Zuher qui voyait son poste mis en jeu. Cet homme, qui est campé comme le principal instigateur de la mésaventure de Salmân, est considéré par beaucoup comme le patron occulte du village.

Salmân a bien tenté de défendre sa cause en recourant à l'arbitrage de l'autorité extérieure pour pouvoir présenter sa candidature, mais le Tribunal administratif devant lequel il a intenté un procès à Zuher n'a pas tranché en sa faveur. Un mois avant le scrutin, les élections à la présidence étaient jouées dans le village. Restaient l'attribution des sièges de conseillers. La bataille promettait d'être rude.

Finalement, la mésaventure de Salmân eut pour conséquence de resserrer les liens dans la famille Abû Rukn, sur la scène publique tout au moins. Le mois de novembre fut l'occasion pour Husayn et Salmân de tenir plusieurs meetings communs dans le village. Les arguments que les partisans de Salmân avaient utilisés quelques semaines plus tôt pour porter leur candidat au pinacle avaient été ironiquement retournés contre lui par le parti resté fidèle à Husayn. Pour un « gagnant », Salmân avait fait une bien piètre prestation en politique. On ne se privait pas de le dépeindre, cette journée-là, en train de courir de maison en maison pour rassembler l'argent nécessaire demandant même « à ce que l'on vide les tirelires des enfants » ! Pour ceux-là, la preuve était faite que l'on ne s'improvise pas leader de la famille par la volonté de quelques-uns. Husayn lui, il avait fait son chemin en politique. Indirectement, les événements avaient permis aux « traditionalistes » de prendre leur revanche sur les « modernistes ». Dans les discours à tout le moins. Et si les opposants d'hier s'étaient momentanément rapprochés

dans leur combat commun contre le parti Mansûr, la rivalité pour le leadership dans la famille restait ouverte. Les deux protagonistes disposaient maintenant de cinq nouvelles années pour s'imposer, à moins qu'un troisième prétendant ne se déclare pour rafler la mise...

La morale de l'histoire...

Les élections doivent « permettre aux peuples, au moyen d'un système méthodique, transparent et non-violent d'élire leurs représentants au gouvernement et de leur fournir la légitimité de gouverner pour une période déterminée, jusqu'à ce qu'ils soient soumis au verdict du peuple par le biais de nouvelles élections »⁶. Cette formulation de l'Observatoire des élections construite autour du triptyque transparence / représentation / légitimation résume parfaitement la vulgate internationale sur la mise en œuvre d'un modèle de démocratie représentative universel. Ce qui est pourtant en question dans le mode de légitimation sous-entendu par cette procédure, c'est bien la détermination d'une majorité obtenant le poste à pourvoir et d'une minorité qui peut se considérée comme perdante et non représentée. Fondées sur la recherche d'une majorité comme procédure de choix, les élections directes peuvent se révéler être de formidables machines à diviser⁷.

Car la morale de l'histoire banale entre Husayn et Mahfûz, via la candidature du cousin Salmân, c'est bien l'échec de la procédure électorale comme moyen légitime pour trouver une issue à un conflit pour le leadership familial. Finalement, ce qui a réconcilié les cousins, c'est bien le retour aux formes traditionnelles de l'opposition avec le camp d'en-face. Il serait pourtant par trop fonctionnaliste de s'en tenir à ces seules conclusions. Ces primaires doivent être considérées dans un ensemble de tentatives et de tractations pour parvenir à une solution. Husayn eût-il emporté le scrutin, la morale de l'histoire serait peut-être totalement différente, sans qu'il soit pour autant pertinent de conclure sur la légitimité de la pratique dans ce contexte.

⁶ Roel von Meijenfeldt, *L'Observatoire des élections*, rapport d'un atelier de l'ECDPM, Arnold Bergstrasser Institut, Maastricht, 1995.

⁷ Selon l'expression de Jean Schmitz, « 'L'élection divise' : la politique au village dans la vallée du Sénégal », *Afrique contemporaine*, n°194, 2^e trimestre 2000, p. 34-46.

Cet exemple ouvre des pistes pour distinguer dans l'analyse deux modalités dans l'organisation d'élections : « l'élection-cadre » et « l'élection-choix ». En tant que cadre comme modalité de représentation du village dans une structure dont la légitimité est garantie par l'Etat, les élections ont été pleinement investies par la population. Tout le jeu, on l'a dit, se déroule au préalable dans la négociation de la représentation. Dans notre exemple, il y a 15 postes de conseillers à pourvoir : la bonne politique, c'est la recherche des meilleurs équilibre pour que chacun se sente représenté. Aussi, les postes sont répartis implicitement, selon une formule que l'on pourrait qualifier de « libanaise »⁸ entre les communautés et les familles : un poste pour les maronites – qui présenteront deux candidats, un poste pour les immigrés druzes du Hawrân, un poste pour tel regroupement traditionnel de trois familles... ainsi de suite. De cette manière, la représentation est segmentée et aucune composante n'est évincée de la participation aux affaires publiques. Toute la cuisine pré électorale consiste à renforcer ses alliances, à attirer tel ou tel groupe de voix pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre de l'opposition factionnelle en sachant que, de toute façon, les leaders des deux principales familles se retrouveront forcément au conseil municipal. Si l'opposition entre une majorité et minorité se trouve ainsi contournée, le conflit se transpose au niveau de chacune des composantes, divisée entre deux pôles. Le plus souvent toutefois, les candidats recherchent un consensus préalable qui répartira les postes entre les deux tendances pour obtenir le conseil le plus consensuel possible, condition indispensable à son bon fonctionnement⁹.

Bien différente était l'élection-choix proposée comme moyen de sortie de crise par des acteurs en conflit au sein d'une famille. C'est l'impossibilité de toute négociation possible qui a conduit à ce recours. Il devait forcément y avoir un gagnant et un perdant. Or, même la caution apportée par les religieux de la famille n'ont pas

⁸ Au Liban, les postes à la tête de l'Etat, la représentation parlementaire comme les postes les plus importants de l'administration sont répartis entre les communautés religieuses par quota en fonction de leur poids démographique.

⁹ L'idéal, c'est lorsque la communauté villageoise peut parvenir à un consensus tel avant les élections qu'une seule liste soit proposée au scrutin. C'est ce cas de figure qu'il m'a été donné d'observer lors des élections municipales à Baaqline, village druze du Liban. Les gens étaient fiers de montrer à quel point cela reflète l'entente et la concorde dans la communauté villageoise. Une telle configuration n'est possible qu'en fonction du poids du leadership communautaire et régional représenté par le « seigneur » de la montagne, Walid Junblât qui a pesé de son poids lors des municipales de 1998 au Liban pour qu'un maximum de listes soient négociées avant les élections afin d'éviter tout risque de conflit. Voir Isabelle Rivoal, « Baaqline, de l'Administration civile de la Montagne à la renaissance municipale », p. 319-338 dans : Agnès Favier (dir.), *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, op. cit.

suffit à légitimer les résultats des élections. Avant le dénouement final, Husayn refusait toujours de se rallier au verdict d'un scrutin qu'il avait proposé et s'apprêtait à négocier une alliance avec son rival du camp opposé pour être sûr de faire échec à Salmân et à ses partisans en sauvegardant par là-même son poste au Conseil. Cette tentation de la trahison sanctionne bien l'échec de la « greffe » d'une sanction par le vote comme possibilité pour désigner les leaders familiaux. On peut douter que de telles primaires soient jamais ré-organisées à 'Isfiyâ...